agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

ASIE/PHILIPPINES - Prise de position des Evêques à propos des prochaines élections : une loi contre les dynasties politiques représente une urgence

Manille (Agence Fides) – La corruption et la présence encombrante de « dynasties politiques » qui conditionnent fortement la vie publique représentent un frein à la réelle démocratisation du pays et font partie d'une « longue litanie de tempêtes » aux côtés des catastrophes naturelles. C'est ce qu'affirment les Evêques des Philippines dans une déclaration pastorale rendue publique hier, en conclusion de leur Assemblée plénière et portant la signature de S.Exc. Mgr Josè Palma, Archevêque de Cebu et Président de la Conférence épiscopale. Le document des Evêques, envoyé à l'Agence Fides, entend constituer un point de repère pour les fidèles en vue des élections prévues pour le 13 mai 2013, lorsque sera renouvelé le Parlement ainsi que les nombreux Conseils provinciaux et municipaux. Indiquant comme boussole la Doctrine sociale de l'Eglise, la réflexion prend en considération les différents champs de la vie publique dont l'urgence de promouvoir des valeurs authentiques comme le respect de la vie et les droits humains, en référence à la récente loi sur la « santé reproductive ». Les Evêques s'attardent en particulier pour la première fois sur un point délicat de l'histoire des Philippines, à savoir la présence de dynasties familiales qui occupent le pouvoir politique et économique, se le transmettent et le gèrent d'une manière oligarchique. Il s'agit du « crony-capitalism », le capitalisme de famille, auxquels historiens et chercheurs universitaires ont dédié de vastes études afin de comprendre les dynamiques de la société philippine, fortement liée à la présence de clans familiaux.
Les Evêques affirment : « les dynasties politiques augmentent la corruption et l'inefficacité » et remarquent que « l'autorité politique ne devrait pas être monopolisée par les intérêts de certaines familles ou d'un parti politique ». Ils dénoncent par ailleurs l'absence d'approbation de la part des législateurs d'une mesure qui interdise expressément les dynasties politiques, se basant sur le principe affirmé au sein de la Constitution des Philippines. « Cette situation génère de la corruption et empêche l'accès général au pouvoir politique, qui est un signe fondamental de la démocratie » affirment les Evêques annonçant que « si le Congrès continuera à ignorer ses devoirs moraux et constitutionnels, l'Eglise soutiendra les initiatives des laïcs afin d'émaner une loi en ayant recours à l'initiative populaire ».
Selon des données fournies à l'Agence Fides par l'ONG Center for People Empowerment in Governance, il existe aux Philippines 178 dynasties politiques dominantes, non comprises celles de niveau local. Environ 100 d'entre elles appartiennent aux vieilles élites – comme les familles Marcos et Aquino – le reste étant constitué de nouvelles élites, ayant fait leur apparition après la chute du Président Marcos en 1986.
La déclaration des Evêques touche également d'autres thèmes sociaux, tels que la culture de l'impunité, les exécutions sommaires, les fraudes électorales, le clientélisme et rappelle « la souffrance des pauvres » invoquant la justice sociale. (PA)(Agence Fides 30/01/2013)

> LINKS

Texte intégral du document des Evêques, en anglais: http://www.fides.org/eng/documents/CBCP_MESSAGE.doc:

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it